Le Havre, le 21 avril 2022

BATTRE L'EXTREME-DROITE DIMANCHE
ET CONSTRUIRE DANS LE PAYS LE RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE POPULAIRE

Mon engagement politique se construit d'abord auprès des gens d'ici, au Havre, à Gonfreville l'Orcher, Harfleur, Gainneville. Il se nourrit, hier comme aujourd'hui et comme demain, de vos combats et de vos espoirs.

Le premier tour de l'élection présidentielle montre, ici comme partout en France, qu'un vent d'espoir et de changement existe pour qu'une autre majorité dirige demain le pays en imposant une cohabitation au Président Macron. Une majorité de gauche populaire, combative, écologique et citoyenne qui prendra ses racines ici, à partir des luttes syndicales, citoyennes, associatives.

L'Union populaire a adressé au Parti Communiste Français une proposition de rassemblement visant à regrouper nos forces afin de qualifier à l'Assemblée nationale, lors des élections législatives du mois de juin, une majorité de progrès, porteuse de ce projet de société apaisée où tous les citoyens, quel que soit leur âge, leur situation, leur condition, et l'environnement seront enfin respectés. Une majorité qui empêchera le Président des riches de poursuivre sa politique de casse.

Ce qui n'a pas été possible aux présidentielles en raison du mode de scrutin qui confisque le pouvoir au peuple, faisons-le aux législatives, rassemblés dans notre diversité, avec Jean-Luc Mélenchon comme 1er ministre d'un gouvernement d'une coalition populaire et unitaire capable de répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques.

J'oeuvrerai pour que ce rassemblement devienne une réalité dans toutes les circonscriptions du pays.

Mais avant cela, dimanche, le second tour de l'élection présidentielle ne peut pas se traduire par l'arrivée au pouvoir d'une extrême-droite qui en a été chassée en 1944. Choisir le pire pour éviter le pire encore demeure à mon sens un devoir Républicain. Car ne nous y trompons pas, et comme l'a parfaitement illustré la candidate d'extrême-droite lors du débat d'hier soir, son accession au pouvoir signifierait de facto l'ouverture d'une crise constitutionnelle débouchant par la force sur un nouveau régime. Nous avons la responsabilité de l'en empêcher.

Jean-Paul LECOQ
Député